

constitue peut-être le motif véritable de l'invitation communiste. Pour eux, il sera toujours possible de trouver place dans les universités soviétiques.

Autre atout en faveur des dirigeants communistes: celui de l'anticolonialisme qui manifestement existe et existera longtemps dans plusieurs importants pays de l'Asie. Comme si leur pays n'était pas la plus grande puissance colonialiste du monde à l'heure actuelle, les Russes soutiennent avec insistance et sans relâche que tous les maux dont souffrent les anciennes colonies, qu'il s'agisse d'organisation sanitaire déficiente, d'insuffisance alimentaire, du défaut de progrès technique, d'inondations, de sécheresses ou de revers sportifs, tout est imputable aux anciennes administrations coloniales et capitalistes. Par opposition, ils font valoir et amplifient les réalisations de l'Union soviétique dans les domaines de la science, de la technique ou des arts, et en attribuent faussement tout le mérite à la révolution de 1917. Ils donnent à entendre aux autres pays qu'ils sont capables des accomplissements que la Russie doit à quarante ans de régime communiste. Voilà pourquoi, à leurs yeux, ces pays devraient être assez avisés pour négocier avec l'Union soviétique des pactes spéciaux d'assistance commerciale et pour accepter ses conseils techniques. L'assistance soviétique ne comporterait, prétendent-ils, aucun lien politique; elle ne s'accompagnerait d'aucune pression visant à faire adhérer les pays à des dispositifs régionaux de sécurité, à obtenir d'eux la location de bases militaires ou des restrictions sur certains produits étrangers. Les pressions de ce genre seraient le propre des puissances colonialistes et capitalistes, qui ont opprimé ces pays dans le passé. Nous ne pouvons nous contenter de tenir pour absurde ce langage à la fois mensonger et perfide.

Voilà de quoi donner une idée des difficiles problèmes que nous occasionnera la concurrence économique du bloc soviétique.

Ce serait une grave erreur que de prendre pour acquis que les promesses et les prétentions soviétiques sont elles-mêmes vulnérables du fait que l'Union soviétique serait incapable de donner suite à ses offres d'échanges commerciaux et d'aide économique aux pays sous-développés. Elle pourrait bien remporter un succès plus grand que nous ne croirions.

Nous pouvons de toute façon être sûrs que les Russes sont suffisamment avisés pour tirer tout le parti politique possible des diverses opérations qu'ils mènent à l'étranger en affirmant avec insistance que leurs offres et leurs intentions s'inspirent d'un esprit de bienfaisance tout à fait désintéressé et sujet à aucune réserve. Somme toute, en ce domaine comme dans les autres, l'Ouest entre dans une ère de

concurrence longue et difficile. La concurrence atteindra des proportions incroyables animée d'astuce chez les adversaires, elle ne se conformera à aucune règle. Les communistes estiment en sortir victorieux.

En Russie l'automne dernier, je me suis fait dire par l'un des dirigeants soviétiques que sans contredit, les peuples occidentaux étaient passablement dénués d'énergie et qu'ils étaient loin de pouvoir supporter aussi bien que le peuple soviétique les rigueurs et les sacrifices que comporterait la coexistence dans la concurrence. Telles semblent en effet les convictions des auteurs de la politique soviétique, qui feront tout en leur pouvoir, en dehors de la guerre atomique, n'en doutons pas, pour démontrer qu'elles sont exactes et que leur confiance est bien fondée.

Quel parti l'Ouest doit-il prendre?

En face de cette situation nouvelle et difficile, quels sont pour l'Ouest les partis à prendre et à éviter?

a) Nous devons maintenir notre aide économique et technique en faveur des pays sous-développés et même accroître cette aide sans toutefois l'assortir de conditions politiques qui l'empêcheraient d'être bien accueillie ou en neutraliseraient la valeur. Il est impossible d'acheter en confiance et d'une façon durable l'alliance ou l'amitié des peuples que nous aidons et avec lesquels nous coopérons; d'ailleurs nous ne devons pas tenter de le faire.

b) Nous ne devons pas, si sages nous sommes-nous, conseiller à nos amis des pays moins avancés en technique de repousser carrément les offres d'aide émanant du bloc soviétique. Qu'eux-mêmes en mesurent les périls politiques et économiques et qu'ils sachent s'en garder! Attendons de la part de dirigeants de ces peuples assez de jugement pour établir les distinctions qui s'imposent entre l'aide du monde occidental et celle que leur offre le bloc soviétique. Par notre politique, nous devons faire en sorte que cette distinction soit non seulement claire, mais favorable à l'Ouest.

c) Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans une concurrence à la surenchère; nous tenterions d'égaliser et de surpasser le bloc soviétique dans ses offres, où nous nous lancerions dans des entreprises peut-être peu souhaitables en elles-mêmes. N'espérons pas battre les communistes sur le terrain de leurs promesses.

d) Il importe aussi, à mon sens, d'accroître le rôle de l'ONU en matière d'assistance technique internationale, ainsi que l'ont affirmé dernièrement quelques personnes, dont le secrétaire général de l'ONU. Ce sera la mé-